

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 14 DÉCEMBRE 1928

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Projet de Loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1929, ainsi que diverses dispositions relatives à la dotation extraordinaire du Fonds d'amortissement de la Dette publique.

(Voir les n^{os} 4-I, 23 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 12, 13 et 14 décembre 1928, le n° 5-I du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE président ; BARNICH, DE CLERCQ, le baron DELVAUX DE FENFFE, FRANÇOIS, HUISMAN-VAN DEN NEST, LABOULLE, LIEBAERT, MOYERSON, PIERLOT et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Votre Commission des Finances a examiné le projet de Budget des Voies et Moyens tel qu'il a été établi par le Gouvernement et tel qu'il a été voté par la Chambre, le vendredi 14 de ce mois, par 65 voix contre 34.

D'après le Gouvernement, les prévisions des revenus de l'Etat en 1929, prévisions établies sans nul doute avec la modération et la prudence auxquelles le Ministre des Finances nous a habitués et basées surtout sur les recettes probables de 1928 et l'expérience acquise, s'élèveront à 9,543,161,500 fr. en 1929, contre 8,782,977,219 francs inscrits au Budget de 1928.

L'exposé général annonce qu'en 1929 on peut prévoir que :

Les impôts produiront. fr.	8,028,350,000
Les péages	23,750,000
Les capitaux et les revenus	237,793,983
Les remboursements .	438,915,088
Les recettes exceptionnelles	1,500,000
Les recettes compensatoires	812,852,429
Soit, au total . fr.	9,543,161,500

Les recettes probables de l'exercice 1928 s'élèveront, grâce à l'exceptionnelle activité du pays, pour :

Les impôts à. . . . fr.	8,605,950,000
Des péages à. . . .	23,325,000
Les capitaux et les revenus à.	245,350,417
Les remboursements à	301,823,922
Les recettes exceptionnelles à.	9,600,000
Les recettes compensatoires à.	664,432,960
Soit, au total . fr.	9,850,482,299

Ce relevé met en évidence la sagesse des allocations proposées dans le projet qui vous est soumis.

Votre Commission, par 8 voix contre 3, a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Après le rapport de l'honorable M. Pussemier, rapport étudié, fouillé, documenté et complet au point de pouvoir rendre jaloux notre honorable collègue M. Van Overbergh, lui-même, il ne reste pas à votre rapporteur grand-chose à ajouter à ce document de réelle valeur.

Constatons que malgré de nombreuses diminutions d'impôts qui s'élèvent, depuis 1926 à ce jour, à plus de

245 millions; malgré les dégrèvements envisagés pour 1929 et qui diminueront de 245 autres millions la trop lourde charge qui pèse sur les contribuables belges — (voir le relevé complet et détaillé de ces dégrèvements au rapport de M. Pussemier); — malgré les 600 à 700 millions grevant le budget du fait de la péréquation des traitements et des pensions, — ces dernières coûtant au total 1,126 millions, — le Gouvernement et la Chambre des Représentants nous présentent un projet de budget en parfait équilibre et dégagé de toutes les incertitudes qui accompagnaient la stabilisation monétaire.

C'est là une nécessité absolue pour inspirer, à l'intérieur comme à l'extérieur, la confiance indispensable au crédit d'une nation et à sa prospérité.

Ces heureux résultats sont la conséquence, non seulement de la direction en même temps sage et énergique du Gouvernement depuis 1926, mais de l'admirable effort fait par la Nation tout entière pour relever ses ruines et faire renaître la prospérité industrielle et commerciale de jadis.

Si du cinquième rang que notre petit pays occupait à ce point de vue parmi les puissances mondiales, la guerre, particulièrement désastreuse pour la Belgique, l'a fait descendre au douzième, tous les efforts doivent concourir à reconquérir notre ancienne situation par l'économie, le travail et une législation fiscale favorable.

Aussi, est-ce avec une satisfaction réelle que le pays tout entier voit approcher la fin de sa grande pénitence; et, selon la parole du Gouvernement de 1926, — tant par les dégrèvements déjà consentis que par les réductions nouvelles d'impôts pour 1929, — la disparition de ces 1,500,000,000 de francs demandés pour quatre ans, pour le fonds d'amortissement extraordinaire de la dette flottante, sacrifice qui n'aura plus sa raison d'être.

La Chambre a voté, — le Gouvernement s'y étant rallié, — la disjonction

de l'article 2, proposant de décider que, par modification à l'article 30 de la loi organique du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps, la somme à consigner pour l'emprisonnement du débiteur, serait fixée à 210 francs au lieu de 30, par période de trente jours.

Votre Commission ne peut que se rallier à cette disjonction, et, vu les circonstances dans lesquelles se présentent généralement pour le Sénat, l'examen, la discussion et le vote du Budget des Voies et Moyens, — en fin d'année — émet le vœu qu'il ne soit plus inséré dans cette loi budgétaire des modifications législatives, étrangères au Budget, parfois contraires à la volonté clairement manifestée de la Haute Assemblée, et qu'elle ne peut rejeter, vu l'impossibilité du renvoi à la Chambre, le Budget des Voies et Moyens devant absolument être voté pour le 1^{er} janvier.

Concernant l'article 2, — de la première section, chapitre premier, — il est à remarquer que beaucoup de contribuables sont en discussion avec certains receveurs ou contrôleurs des contributions au sujet de la déduction à faire, sur leur impôt global, des 2 p. c. perçus à la source pour leurs valeurs mobilières; une jurisprudence uniforme et certaine devrait exister sur ce point.

De même, cette prétention fiscale, sous prétexte de taxe mobilière de réclamer un impôt sur les locations de chasse, n'est pas défendable et doit être écartée, comme telle. L'impôt foncier est déjà suffisamment lourd sans y ajouter des dérivés; et il est étrange, en présence du bon rendement des impôts existants et de l'état prospère de notre trésorerie, que l'administration fiscale essaie d'inventer des taxes nouvelles et tracassières. Cette base de ressources pourra faire l'objet d'un poste spécial lors de la refonte, désirée par tous, de notre régime fiscal. Le contribuable belge ne se refuse pas à faire l'effort qui est réellement nécessaire à la vie de la Nation, mais il désire, à bon droit, ne le fournir qu'avec le minimum d'arbitraire et de vexations.

Un membre de votre Commission a exprimé le regret qu'aucune mesure sérieuse n'ait été prise pour diminuer la charge qui pèse sur les courses de chevaux, plaisir populaire entre tous, nécessaire pour notre élevage national de purs sang et de demi-sang, ainsi qu'à la remonte de notre armée.

Par suite des impôts exagérés, les sociétés ne peuvent plus offrir de prix suffisants; les propriétaires belges dont les pertes sont importantes se découragent; ils ne peuvent plus acquérir des sujets de valeur à l'étranger et le cheptel chevalin devient insuffisant.

Un autre membre a élevé de nouveau la voix en faveur des porteurs de rentes belges d'avant-guerre, tout spécialement en faveur des prêteurs obligés et il a signalé, avec regret, une baisse de ces fonds. Il émettait le vœu qu'on pût

laisser espérer des mesures apportant une atténuation sérieuse à leur sort.

Votre Commission ne voit pas sans inquiétude les études et négociations en cours pour l'évacuation anticipée de la Rhénanie et l'annonce de modifications à apporter au plan Dawes; une réduction des paiements de l'Allemagne pouvant avoir les conséquences les plus graves pour notre budget, tant ordinaire qu'extraordinaire.

Elle compte sur la fermeté et l'énergie du Gouvernement ainsi que sur l'appui de nos Alliés, pour le paiement complet des justes réparations qui nous sont dues et pour le remboursement des mark dont l'envahisseur avait inondé la Belgique.

Le Rapporteur, *Le Président,*
B^{on} DE MÉVIUS. H. LAFONTAINE.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 14 DECEMBER 1928

Verslag uit naam der Commissie voor de Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1929, zoomede verschillende bepalingen betreffende de buitengewone dotatie van het Fonds tot delging van de Staatsschuld.

(Zie de n^{rs} 4-I, 23 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 12, 13 en 14 December 1928, en 5-I van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter; BARNICH, DE CLERCQ, Baron DELVAUX DE FENFFE, FRANÇOIS, HUISMAN-VAN DEN NEST, LABOULLE, LIEBAERT, MOYERSOEN, PIERLOT en Baron DE MÉVIUS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor de Financiën heeft het ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen onderzocht zooals het werd opgemaakt door de Regeering en gestemd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers op Vrijdag 14 dezer met 65 tegen 34 stemmen.

Volgens de Regeering, zullen de vooruitzichten der inkomsten van den Staat voor 1929, welke vooruitzichten stellig werden geraamd met de gewone gematigdheid en voorzichtigheid van den Minister van Financiën en die vooral steunen op de vermoedelijke ontvangsten voor 1928 en op de opgedane ervaring, in 1929 bedragen 9,543,161,500 frank tegen 8,782,977,219 frank zooals werd voorzien in de Begrooting voor 1928.

Naar luid van de algemeene toelichting mag men voorzien dat in 1929 zal worden opgebracht :

Door de belastingen. fr.	8,028,350,000
Door de weggelden. . .	23,750,000
Door de kapitalen en inkomsten. . . .	237,793,983

Door de terugbetalingen	438,915,088
Door de buitengewone ontvangsten	1,500,000
Door de compensatie ontvangsten	812,852,429
Te zamen. fr.	9,543,161,500

De vermoedelijke ontvangsten van het dienstjaar 1928, zullen, dank zij de buitengewone bedrijvigheid van het land, bedragen :

Voor de belastingen. fr.	8,605,950,000
Voor weggelden. . . .	23,325,000
Voor kapitalen en inkomsten	245,350,417
Voor terugbetalingen .	301,823,922
Voor buitengewone ontvangsten	9,600,000
Voor compensatie ontvangten.	664,432,960
Te zamen. . . fr.	9,850,482,299

Uit deze tabel blijkt hoe wijs de toekenningen zijn die in het U voorgelegde ontwerp worden voorgesteld. Met 8 te-

gen 3 stemmen heeft uwe Commissie de eer U voor te stellen dezelve goed te keuren.

Na het zoo grondig, omstandig en gedocumenteerd verslag van den geachten heer Pussemier, dat onze geachte collega, de heer Van Overbergh zelf, zou mogen ondertekenen, hoeft uwe verslaggever niet veel meer toe te voegen aan dit waardevol stuk.

Wij stellen vast dat, ondanks de talrijke verminderingen van belasting die, vanaf 1926 tot heden, meer dan 245 millioen bedragen, ondanks de in het vooruitzicht gestelde verminderingen voor 1929 en die met 245 millioen den al te zwaren last van den Belgischen schatplichtigen zullen verlichten — (zie de volledige opgave van deze verminderingen in het verslag van den heer Pussemier) — ondanks de 600 tot 700 millioen die op de begrooting drukken uit hoofde van de regeling der wedden en pensioenen, — wat een totaal vertegenwoordigt van 1,126 millioen, — de Regeering en de Kamer der Volksvertegenwoordigers ons een begrooting overmaken die volledig in evenwicht is en ontdaan van al de onzekerheid die op de muntstabilisatie woog.

Dit is een volstrekte noodzaak om, zoo binnen als buiten het land, het vertrouwen te doen heerschen in het crediet en de welvaart der Natie.

Deze gelukkige uitslagen zijn het gevolg, niet alleen van het wijze en krachtdadige Regeeringsbeleid sedert 1926, doch ook van de heerlijke krachtsinspanning door de gansche Natie gedaan om uit hare puinen te herrijzen en de vroegere welvaart van nijverheid en handel te doen herleven.

Zoo de oorlog, die voor België ongemeen noodlottig was, ons land heeft doen dalen van den vijfden rang onder de mogendheden naar den twaalfden, dan moet ons streven erop gericht zijn om dien vroegeren rang te heroveren door spaarzaamheid, arbeid en een gunstige fiscale wetgeving.

Met werkelijke voldoening ziet het geheele land het einde tegemoet van den zwaren boetetijd en, naar het woord van de Regeering van 1926, — zoowel door de reeds toegestane verminderingen als voor de nieuwe verzachtingen in 1929, — van het verdwijnen van die 1,500,000,000 frank die voor vier jaar werden aangevraagd voor het buitengewoon Fonds tot delging der vlottende schuld, een offer dat geen reden van bestaan meer hebben zal.

Met goedvinden van de Regeering heeft de Kamer de splitsing aangenomen van artikel 2, waarbij werd bepaald dat, met afwijking van artikel 30 der organieke wet van 21 Maart 1859 op den lijfswang, de te storten som voor de gevangenzetting van den schuldenaar, in plaats van op 30 frank op 210 frank zou worden vastgesteld, per tijdperk van dertig dagen.

Uwe Commissie kan met die splitsing enkel vrede hebben en gelet op de omstandigheden waarin over het algemeen op het einde van het jaar de Begrooting van 's Lands Middelen door den Senaat wordt onderzocht en aangenomen, brengt zij den wensch uit dat in die begrootingswet geen wijzigingen van wetsbepalingen zouden worden gelascht, die niets met de Begrooting hebben te maken en soms tegen de bedoeling van den Senaat indruischen doch die hij niet kan van de hand wijzen, omdat de Begrooting van 's Lands Middelen niet naar de Kamer kan worden terruggezonden, daar zij vóór 1 Januari moet worden goedgekeurd.

Betreffende artikel 2, — eerste sectie, eerste hoofdstuk — valt op te merken dat vele schatplichtigen in geschil zijn met sommige ontvangers of controleurs der belastingen over den aftrek van hunne globale belasting van de 2 t. h. bij de bron voor hunne roerende waarden afgehouden; hier zou een gelijke en vaste regel moeten gelden.

Ook gaat het niet op dat, onder voor-

wendsel van taxe op roerende zaken men belasting moge vorderen voor het verhuren van jachten. De grondbelasting is reeds hoog genoeg zonder dat men er nog wat aan zou toevoegen; en het is vreemd dat gelet op de degelijke rendeering der bestaande belastingen en den gunstigen toestand onzer thesaurie, het bestuur der belastingen nieuwe en tergende taxes tracht uit de denken. Deze basis van inkomen kan het voorwerp uitmaken van een bijzonderen post bij de zoolang gewenschte herziening van ons fiscaal stelsel.

De Belgische belastingplichtige weigert niet de voor 's Lands bestaan werkelijk noodige inspanning te doen, doch terecht wil hij ze slechts doen onder een minimum willekeur en plagerij.

Een lid van de Commissie heeft zijn spijt te kennen gegeven dat geen enkele ernstige maatregel genomen werd om den last te verlichten die drukt op de paardenwedrennen, dat volksvermaak bij uitstek, dat noodig is voor onze nationale fokkerij van volbloed- en halfbloedpaarden, alsook voor de remonte van ons leger.

Wegens de overdreven belastingen kunnen de maatschappijen geen voldoende prijzen meer uitloven; de Belgische eigenaars wier verliezen groot

zijn, ontmoedigen zich; zij kunnen geen dieren van waarde meer aanwerven in het buitenland en onze paardenstapel wordt ontoereikend.

Een ander lid sprak nogmaals in 't belang van de houders van vooroorlogsche Staatsrenten; vooral ten aanzien van de verplichte geldschietters heeft hij met spijt gewezen op de daling dezer fondsen. Hij drukte den wensch uit dat men maatregelen mocht laten verhoppen waarbij hun lot merkkelijk zou verzacht worden.

Uw Commissie let niet zonder argwaan op de studiën en loopende onderhandelingen voor een vervroegde ontzuiming van Rijnland en de aankondiging van aan het Dawesplan toe te brengen wijzigingen, daar een vermindering der Duitsche betalingen de zwaarste gevolgen kan hebben voor onze gewone, zoowel als buitengewone begroting.

Zij rekent op de krachtadigheid van de Regeering alsook op den steun van onze Gealliëerden voor de volledige betaling van het rechtmatig herstel, dat ons verschuldigd is, en voor de terugbetaling der marken waarmee de bezetter het land heeft overstroomd.

De Verslaggever,
BON DE MÉVIUS.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.